



Pour une Information Alternative, Forcément !

[INTERNATIONAL]

P2 - Pourquoi suivre le « modèle » économique américain ?

P3 - Bush, Lula, le grand capital et les biocarburants

P4 - Nettoyage de printemps au Bangladesh

P5 - Le G8 sévit, le monde s'appauvrit

[POLITIQUE & SOCIÉTÉ]

P6 - Lamy de Bayrou ?

P7 - Saint-Simon et les 30 000 voleurs

[ÉCONOMIE]

P8 - Le codice, un outil de propagande libérale de plus

[DROITS DE L'HOMME]

P9 - Circulaire Sarkozy du 13 juin 2006 : une enquête citoyenne de la Cimade

[SERVICES PUBLICS]

P10 - Tant qu'on a la Santé...

[ENVIRONNEMENT]

P11 - La pile

[À TRAVERS LES MÉDIAS]

P11 - Médias et mobilisations sociales

P12 - N'oubliez pas AVANT D'ALLER VOTER !
+ AGENDA

Problème de robinet dans la campagne

Nous savons tous ce que valent les sondages, c'est-à-dire pas grand chose. Nous savons qu'ils se trompent presque toujours et que leur marge d'erreur est importante, leur mode de calcul et leur échantillon représentatif obscur. Pourtant, comme pour chaque élection, les sondeurs, la classe politique et les cafés du commerce s'excitent à nouveau.

Il y a un petit calcul, digne d'un problème de robinet du temps jadis auquel personne ne se livre et qui est assez intéressant. Le voici :

Pour un groupe de 100 électeurs, de combien de voix disposera un candidat décrochant 25 % des suffrages ?

Sans être trop doué en maths, on devrait trouver 25 voix. Avec les sondages pas forcément. En gros caractères, la presse annonce un score de 25 % pour untel mais, en tout petit, on lit que 40 % des sondés ne savent pas encore pour qui ils vont voter, alors refaisons le calcul.

Sur 100 électeurs, il en reste donc 60 qui sont déterminés. Et 25 % de 60 électeurs, cela donne 15 électeurs et non 25 : pas mal comme différence ! À l'échelle des 42 millions d'électeurs, cela donne 6,3 millions au lieu de 10,5. Soit 4,2 millions d'électeurs de différence auxquels s'ajoute l'erreur habituellement admise (4 à 6 %) et l'abstention.

Décidément les sondages sont d'indispensables et précieux indicateurs.

JMJ



SONDAGE EXCLUSIF
du PIAF :
De Gaulle battu
au 1^{er} tour !



Pourquoi suivre le « modèle » économique américain ?

Certains hommes et femmes politiques européens ne cachent pas leur admiration pour le « modèle » américain : celui, à leurs yeux, d'une croissance tonifiée par la flexibilisation du marché du travail, qui permet d'atteindre un quasi-plein emploi, rendant possible l'ascension sociale et la réduction de la pauvreté. Mais...

Penchons-nous d'abord sur le taux de chômage aux États-Unis qui était officiellement à 4,6 % en 2006 et de 4,5 % en février 2007. Ce qu'on ne dit pas assez souvent, c'est que la méthode de calcul de ce taux n'est pas la même qu'en France. La liste de chômeurs aux États-Unis n'inclut que les personnes qui sont indemnisées par l'assurance chômage – une indemnisation qui ne dure que 6 mois – ou qui cherchent « activement » du travail. Tous ceux qui cherchent « passivement » du travail (terme officiel), tous ceux qui n'ont pas activement cherché du travail depuis un mois, et tous ceux qui sont « découragés » (encore un terme officiel), ne sont pas comptabilisés. Chercher « activement » du travail est devenu tellement contraignant (convocations très fréquentes, petits cours obligatoires) que beaucoup préfèrent être oubliés par le système au moment où ils ne sont plus indemnisés. Il est donc difficile de calculer le véritable taux de chômage aux États-Unis. Certains économistes l'estiment entre 7 % et 8,5 %. D'autre part, la population carcérale, non comptabilisée dans les statistiques du chômage, est particulièrement importante aux États-Unis. En décembre 2005, date des dernières statistiques disponibles, 2,2 millions d'Américains étaient en prison, et ce chiffre déjà cho-

quant augmente de 3,5 % par an en moyenne depuis 1995.

A cette situation il faut ajouter le sous-emploi et la précarité. Depuis 2001, la création d'emplois ne compense pas la croissance de la population. Entre 2001 et 2006, la création nette d'emplois était seulement de 1 054 000 nouveaux postes dans le secteur privé (pour une population de 300 millions). Ces nouveaux emplois sont dans le secteur des services (santé, restaurants, détaillants...) et, dans cette période, 17 % des emplois industriels ont disparu. Ceux qui ont un bon niveau d'éducation et qui perdent leur travail retrouvent généralement un poste moins bien payé.

La grande pauvreté (ceux qui vivent avec moins de la moitié du seuil de pauvreté américain) est à son plus haut niveau depuis au moins 32 ans, selon un rapport du groupe McClatchy Newspapers sorti en février. La grande pauvreté a augmenté de 26 % entre 2000 et 2006, et touche maintenant 16 millions de personnes, soit plus de 5 % de la population.

Face à la réalité de ces chiffres, ne serait-il pas temps que nos dirigeants européens rompent définitivement avec ce modèle, pour en inventer un qui soit plus conforme à nos valeurs et ambitions collectives ?

Oliver Carmine

Croissance à crédit

Depuis février, l'économie mondiale a été déstabilisée par des « réajustements » boursiers, qui ont déclenché un petit crash à Wall Street. Les signes de l'effondrement du marché immobilier américain continuent d'inquiéter les économistes. Alan Greenspan, l'ancien chef de la Réserve fédérale américaine, a annoncé en mars qu'il pourrait y avoir une récession avant la fin de l'année. De quoi s'interroger sur la santé de l'économie américaine...

Le moteur de sa croissance, depuis 6 ans, est la consommation domestique, guidée par l'immobilier. Cette consommation est financée par le crédit, notamment par des hypothèques sur les logements. Aujourd'hui la bulle immobilière est en train d'éclater, et un grand nombre d'Américains risquent de se retrouver avec des prêts plus élevés que la valeur de leur logement. (Voir *Le Piaf* n° 9, novembre 2006 : « Après la bulle, les saisies »). Bien évidemment, la croissance produite par le crédit n'est pas durable.

L'instabilité de la situation économique aux États-Unis présente de fortes similitudes avec celle des années 20. La menace de crise est donc réelle, mais rares sont ceux qui semblent en prendre toute la mesure. ■



Bush, Lula, le grand capital et les biocarburants

En mars, George W. Bush a fait en Amérique latine un voyage censé améliorer l'image de l'Empire dans une région où le sentiment anti-impérialiste domine. Des manifestations ont été organisées partout où il est allé. Au Guatemala, des prêtres mayas ont même purifié un site pour chasser les mauvais esprits après la visite du président américain.

Le 9 mars, Bush a rencontré le président du Brésil Luis Ignacio Lula da Silva. Son hôte lui a montré le terminal de l'entreprise Transpetro, une filiale de Petrobras, la compagnie nationale productrice de pétrole et d'autres ressources énergétiques. La raison : un grand projet de production de biocarburants au Brésil et leur vente aux États-Unis.

L'Amérique est le plus grand consommateur d'énergie dans le monde et le but de cette visite n'est pas très différent de celui de l'invasion de l'Irak : verrouiller un accès aux ressources énergétiques pour le futur. Le Brésil fabrique des biocarburants à base de canne de sucre, moins chers que celui obtenu, par exemple aux États-Unis, à partir du maïs. Ce projet prévoit que le pays étendra sa production de canne à sucre au-delà de 20 millions d'hectares, soit une surface équivalente à plus d'un tiers de la France.

L'objectif de cette rencontre était d'initier la création d'un marché international, sur le modèle du marché du pétrole, pour une ressource énergétique primaire. L'importance de l'enjeu pour le grand capital américain et multinational explique

en partie pourquoi G. W. Bush s'est lui-même déplacé. L'un des entrepreneurs agriculteurs dont les intérêts sont représentés par Bush est Roberto Rodrigues, ancien ministre de l'Agriculture sous Lula, qui est aussi l'un des co-dirigeants



Prêtre maya purifiant les lieux où est passé Bush...

de la Commission inter-américaine des biocarburants. Un autre co-dirigeant est Jeb Bush, le gouverneur de la Floride et frère du président américain, et le troisième est Luis Morena, directeur de la Banque inter-américaine de développement et ancien ambassadeur de la Colombie aux États-Unis. Le rôle de cette commission est de promouvoir les biocarburants en facilitant les investissements et l'utilisation des fonds publics pour leur production.

Malheureusement, les biocarburants ne sont pas, comme on a voulu croire, une alternative écologique et durable au pétrole. Dédier des millions d'hectares à leur production bouleverserait l'équilibre écologique des zones rurales, y compris celui des forêts tropicales brésiliennes déjà fragilisées.

Cette utilisation industrielle de la

terre à des fins énergétiques affecterait aussi la situation alimentaire de la planète. Le prix des autres produits agricoles comme le maïs et le soja augmenterait si les champs étaient transformés en zones de production énergétique, créant une crise alimentaire, en particulier pour les couches populaires. L'utilisation récente aux États-Unis du maïs pour les biocarburants a déjà entraîné, en quelques mois, un doublement de son prix, ce qui a provoqué des manifestations au Mexique où le maïs est la base traditionnelle de l'alimentation.

Enfin, l'une des raisons pour lesquelles les biocarburants provenant du Brésil sont moins chers que ceux qui sont fabriqués aux États-

Unis est l'exploitation des travailleurs agricoles. Imaginons, comme le font sûrement les grands entrepreneurs représentés par Lula et Bush, tous les endroits d'Amérique latine où l'on pourrait trouver à la fois du sucre et des populations travaillant à très bas prix. Et puis imaginons un instant les conséquences sociales et environnementales qui résulteraient de la transformation de ces endroits en champ de « pétrole » végétal.

Oliver Carmine

Le 2 mars, juste avant la visite de Bush, Lula l'ex-syndicaliste a annoncé son intention de faire voter une nouvelle loi interdisant la grève dans certains secteurs essentiels des services publics. Une bonne façon de remercier Bush de sa visite. ■



Nettoyage de printemps au Bangladesh

Le 11 Janvier dernier, le président du Bangladesh et chef du gouvernement par intérim, Lajuddin Ahmed, a décrété l'état d'urgence. Il a repoussé les élections législatives à une date indéterminée, démissionné de ses fonctions puis, dans la foulée, nommé son successeur à la tête du gouvernement. Fakhrudin Ahmed, devenu ainsi le nouveau chef du gouvernement par intérim, s'est aussitôt lancé dans une vaste campagne de « lutte contre la corruption ». Ceci a permis d'arrêter et d'incarcérer près d'une centaine d'hommes politiques, de fonctionnaires ou d'hommes d'affaires de premier plan. Depuis deux mois, les Bangladais vivent au rythme des annonces souvent fracassantes du gouvernement par intérim, de la commission anti-corruption ou de la commission électorale. S'agit-il d'une opération mains-propres à la sauce bangladaise ou d'un coup d'État déguisé ? Cet état d'exception est légal. La mise en place d'un gouvernement provisoire disposant de pouvoirs étendus est prévue par la constitu-

tion. Mais ce gouvernement doit mettre en place les conditions d'un retour à la normale et préparer les élections. Le gouvernement actuel se justifie de cette obligation pour durer. Selon les responsables des deux commissions, les conditions actuelles ne permettent pas de garantir des élections justes. Il convient d'abord d'éradiquer la corruption, de vérifier les comptes de tous les partis et... de faire passer des examens à tous les fonctionnaires chargés de surveiller la bonne tenue du scrutin.

S'agit-il d'une opération mains-propres à la sauce bangladaise ou d'un coup d'État déguisé ?

La corruption et la violence sont tellement présentes dans la vie politique bangladaise qu'il n'est pas difficile de les invoquer pour justifier leur coup de torchon. Depuis 1971, deux partis, la ligue Awami et le BNP (Bangladesh National Party) dominent le pays

et ont mis en place un système clientéliste extrêmement ramifié pour conserver le pouvoir. Chaque campagne électorale est marquée par des grèves qui virent souvent à l'émeute. Ces manifestations sont généralement orchestrées par des partis et visent à déstabiliser le pouvoir en place. L'annonce du 11 janvier avait d'ailleurs été précédée de nombreuses manifestations et des grèves soutenues par la ligue Awami qui réclamait le report des élections et la démission du président accusé de favoriser trop nettement le BNP au pouvoir. Face aux critiques qui s'inquiètent de cette dictature de fait, le gouvernement par intérim a beau jeu de rappeler le bilan désastreux des gouvernements précédents qui ont fait du Bangladesh l'un des pays les plus pauvres et les plus corrompus au monde.

Alex D.

Association loi 1901 « Le Piau »

3 rue d'Orchamp
75018 Paris - France
contact@le-piau.org
www.le-piau.org

Directeur de la publication : **Le Piau**
Comité de rédaction : **Alex D., Aldo Bernard, Bo.F, Cluc, Damien S., Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus, M. Solal, Magali, Oliver Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux, Robert Moisneau.**
ISSN : en cours

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons. Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).
<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>





Le G8 sévit, le monde s'appauvrit

Le G8, sommet des huit grandes puissances mondiales (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie), sera hébergé par l'Allemagne du 6 au 8 juin à Heiligendamm, petite station balnéaire située à vingt kilomètres de Rostock (nord-est de l'Allemagne), sur les côtes de la mer Baltique.

Depuis leur instauration en 1975 à l'initiative de Valéry Giscard-d'Estaing, les G8 sont le cadre informel où les grandes puissances discutent entre elles des problèmes économiques et émettent des déclarations sur la manière dont elles envisagent l'avenir. Les déclarations du G8 ont méthodiquement été reprises par les institutions internationales. Le G8 est devenu, de fait, un gouvernement mondial et aborde maintenant toutes les questions, des plans d'ajustement structurel à la libéralisation de tous les marchés en passant par la lutte contre le terrorisme et le changement climatique. Le G8 est pourtant antidémocratique et illégitime : outre qu'il court-circuite des instances internationales comme l'ONU – où pourrait être envisagé un début de démocratie planétaire – il ne dispose d'aucun mandat pour gérer la planète !

G8 illégitime

Deux thématiques photogéniques seront cette année mises en avant : la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre la pauvreté et la pandémie du Sida en Afrique. Au-delà de cette dimension médiatique, le G8 abordera les sujets qui fondent son existence : la croissance mondiale, la sécurisation de l'accès aux ressources énergétiques, la stabilité financière, la propriété intellectuelle et la liberté d'investissement. Bref, des sujets qui intéressent les économies du Nord ! En l'absence de

FSE (Forum social européen) en 2007, le contre-sommet du G8 sera la seule occasion pour le mouvement altermondialiste européen de travailler ensemble, et cela dans un contexte politique où la chancelière allemande Angela Merkel est présidente de l'Union européenne pour ce premier semestre 2007.

Contre-sommets

Le contre-sommet débute le samedi 2 juin par une grande manifestation à Rostock. La journée du dimanche 3 juin est dédiée à l'agriculture mondiale, celle du lundi 4 aux migrations, celle du mardi 5 à l'anti-militarisme et celle du vendredi 8 juin au changement climatique. Le Sommet alternatif se tiendra quant à lui du mardi 5 (en soirée) au jeudi 7, avant de laisser la place l'après-midi à un colloque des ONG puis à un concert de Herbert Grönemeyer. Des actions de blocage de la zone rouge (périmètre interdit aux manifestants)

sont également prévues lors de l'ouverture du sommet officiel ainsi qu'une manifestation le jeudi 7 après-midi en direction de la zone rouge.

Sans être à Rostock, il est possible de participer de chez soi à cette mobilisation autour des thèmes altermondialistes en organisant des conférences, des débats, du théâtre, des actions de rue, ou en y prenant part. Des Marches traverseront l'Europe pour converger à Rostock le vendredi 1^{er} juin, pour promouvoir la lutte contre la pauvreté, la précarité et les discriminations. Un rassemblement est par exemple prévu les 12 et 13 mai à Toulouse et à Rennes, et les 19 et 20 mai en Île-de-France et à Genève.

Le Breton ivre

Pour tout connaître sur la préparation du contre-sommet, vous pouvez vous inscrire à cette liste de diffusion :

<http://lists.riseup.net/www/subrequest/g8-info>





Lamy de Bayrou ?

Entre libéralisme et ultralibéralisme : le centrisme

Une rumeur circule actuellement sur le futur Premier Ministre de François Bayrou, si celui-ci était élu président de la République. Selon le service politique de RTL, l'entourage du candidat aurait lâché un nom, avant de nier en bloc : celui de Pascal Lamy. Celui-ci a sa carte au PS depuis 1971. Voici donc une possible application de ce fameux rassemblement de compétences piochées à droite et à gauche que prône le candidat. Seul ennui : il y a erreur sur le personnage.

Si l'on dresse un rapide CV de Lamy, en voici les principaux faits marquants : pilotage du « tournant de la rigueur » auprès de Mauroy en 1983, rôle important, en tant que directeur de cabinet de Jacques Delors, dans l'élaboration de l'Acte unique européen et du Traité de Maastricht (soit les textes les plus libéraux de l'Union européenne), privatisation du Crédit Lyonnais, représentant en Europe de la RAND Corporation (Centre d'études militaro-industriel américain).

Devenu ensuite commissaire européen au commerce sur proposition

de Lionel Jospin, il œuvre pour la privatisation des activités de services et l'intégration de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI)¹ dans les accords de l'Organisation mondiale du commerce. Lors de son mandat, Pascal Lamy combat également les principes de précaution, de protection de la diversité culturelle et de souveraineté alimentaire. Enfin, la consécration : Pascal Lamy parvient au poste de directeur général de l'OMC avec l'appui du gouvernement Raffarin. Fervent adepte de la religion du marché, il n'a aucunement l'objectif de remettre en question ses principes ni son idéologie. Son but : abattre les barrières des marchés, interdire les « discriminations » entre fournisseurs de services pour des raisons environnementales ou sociales, libéraliser les services. D'ailleurs, Michel Servoz, collaborateur de Lamy, cité en 1999 dans un journal américain est d'avis que « l'éducation et la santé sont mûres pour la libéralisation ».

Dans ces conditions-là, même Madelin pourrait imaginer prendre un Premier Ministre socialiste...

D'ailleurs, son mouvement « Démocratie libérale » est une émanation de l'UDF, dont il s'est séparé en 1998. Les frontières idéologiques sont donc ténues. Alors, face à la montée de François Bayrou dans les sondages, il serait temps pour les médias de se poser sérieusement cette question : qu'est-ce que le centrisme ? « L'alliance des contraires » pour une régression moderne ? Un libéralisme exacerbé de plus en plus camouflé derrière des promesses faussement généreuses ? Si la rumeur s'avérait juste, même si elle est actuellement démentie par les deux intéressés, nous aurions enfin la réponse...

Magali

1 - L'AMI était un accord négocié dans le plus grand secret entre 29 gouvernements, qui prévoyait des mesures de libéralisation irréversibles des investissements et des marchés publics. Soit l'un des pires projets libéraux et antidémocratiques contre lequel se sont battus, avec succès, les mouvements sociaux, suite à une fuite d'informations en 1998.

La Bible et le Coran renvoyés en correctionnelle ?

Un citoyen laïc et humaniste répondant au pseudonyme de « Salvatore Pertutti », alarmé par la poussée indéniable d'intolérance qui sévit à travers le monde, désolé de la puissance et des influences des religions dans leurs formes les plus rétrogrades, a décidé de lutter contre le fléau de l'obscurantisme, d'une façon pour le moins originale. Il a en effet décidé de porter plainte contre la Bible et le Coran. Il met en avant certains passages de ces ouvrages qui comportent, selon l'auteur, propos sexis-

tes ou homophobes, lesquels sont punis par la loi. Ne pouvant mettre la main sur les auteurs, ledit Salvatore a donc décidé de porter plainte contre les éditeurs qui, au regard de la loi, sont co-responsables, avec les auteurs, des contenus publiés.

L'idée est amusante, la question juridique absurde et délicieuse mais, hélas, l'initiative n'est pas connue du grand public... quel dommage !

JMJ



Saint-Simon et les 30 000 voleurs

Et si nos profiteurs-records s'expatriaient une bonne fois pour toutes ?!



De nouveaux « marronniers » apparaissent dans la presse chaque début d'année : les résultats des entreprises, le nombre de milliardaires et le classement des rémunérations des célébrités. Évidemment, ils sont « record » d'une année sur l'autre... En 2006, les 40 premières multinationales françaises ont fait 96,3 milliards d'euros de bénéfices, avec 11,3 % d'augmentation sur 2005, et en reversent 31,6 à leurs actionnaires. Il y a 946 milliardaires dans le monde (153 de plus qu'en 2005).

Eric Le Boucher, grossiste ultralibéral au journal *Le Monde*, s'en émeut lui-même. En 2006, il tirait gentiment l'oreille à ces « *entreprises assises sur leur tas d'or* », leur conseillant de réinvestir davantage et de moins engraisser les actionnaires. Et cette année, il s'offusque presque de ces fortunes privées rappelant le XIX^e siècle.

En 1819, en pleine Restauration,

Saint-Simon, libéral au sens politique, émettait l'idée, dans une parabole, que la noblesse qui contrôlait la société française sous le régime de la Restauration royaliste était illégitime, voire parasite. Extrait : « *admettons que la France conserve tous les hommes de génie qu'elle possède dans les sciences, les beaux-arts et les arts et métiers, mais qu'elle ait le malheur de perdre, le même jour, Monsieur, frère*

du roi, la cour et toute la noblesse [...] Cet accident affligerait certainement les Français parce qu'ils sont bons [...]. Mais cette perte de 30 000 individus, réputés les plus importants de l'État, ne les affligerait que sous un rapport sentimental, car il n'en résulterait aucun mal politique pour l'État. [...] Ces suppositions font voir que la société actuelle est véritablement un monde renversé [...] puisque [...] dans tous les genres d'occupation, ce sont des hommes incapables qui se trouvent chargés du soin de diriger les hommes capables [...] »

Pourrait-on la mettre au goût du jour ?

Imaginez que demain, à l'échelle du monde, nous ayons le malheur de perdre ce petit millier de milliardaires (dans l'espace, par exemple, nouvelle destination à la mode). Et avec eux, tous les soutiens de ce vol organisé des richesses : spéculateurs ; publici-

taires ; fonctionnaires de la Banque mondiale de l'OCDE et de l'OMC ; journalistes et intellectuels zélés de ce système. L'économie réelle n'en serait guère affectée, sur le fond. Mais les milliards ainsi économisés, seraient disponibles, et surtout la grosse machine de guerre libérale mise en œuvre pour s'auto-justifier et s'imposer partout, serait tout à coup silencieuse. Ce monde libéral inégalitaire est-il vraiment le seul envisageable ? Pour eux, c'est sûr, il l'est.

Bo. F.

Quand Rocard défend les patrons...

Après Sarkozy qui, face aux militants de l'UMP, se réclamait de Jaurès, c'est au tour de Michel Rocard de tenter de faire passer cette grande figure historique de la gauche pour un prophète du social-libéralisme. Dans un dossier intitulé « Quand Jaurès défendait les patrons ! » paru dans *Histoire d'entreprises*, Rocard affirme : « *Je fais [...] la promotion du dialogue social qui, paradoxalement, est une manière de protéger la fonction entrepreneuriale telle que la célébrait Jaurès.* » Loin de célébrer les entrepreneurs, Jaurès considérait les difficultés des petits patrons comme un signe, parmi bien d'autres, des méfaits du capitalisme !

Alex D.



Feignants de profs !

Cela fait des années que l'opinion publique est bercée par l'idée que « certains » ont des « privilèges » et, bien sûr, au premier rang de ces affreux viennent les « profs ». Certes, il y a toujours un beau-frère à table pour reconnaître que le métier est de plus en plus dur et ingrat mais, tout de même, « ils n'en fichent pas lourd ! ».

Alors développons deux ou trois de ces privilèges.

– En 1950, année de création du statut des enseignants, il a été estimé que pour une heure de cours, 1h30 de travail à domicile était nécessaire aux enseignants pour préparer les cours, évaluer les élèves et actualiser leurs connaissances. Leur temps de service de 18h correspond donc à 45h (42 en moyenne pour les autres salariés), alors que le temps de travail hebdomadaire légal était de 40h.

Depuis, alors que les salariés sont passés à 39 puis 35 h, le temps de service des profs est inchangé.

– Les vacances des enseignants ont changé de date (pour remplir les stations) mais leur durée a peu varié (+/- 5%). Dans le même temps les salariés sans privilège sont passés de 2 à 5 semaines de congés payés (+ 150%). Et avec les RTT, de nombreux salariés ont aujourd'hui à 8 ou 9 semaines de congés.

– Ces vacances coûtent cher. Lorsqu'un salarié est payé, il l'est sur 12 mois ce qui paraît logique, mais les profs ne sont payés que 10 mois sur 12 sur une grille de salaire comparable aux autres cadres de la fonction publique de niveau bac + 3. Cela ne se voit pas car ces dix mois de salaire annuel sont divisés par 12.

– Les enseignants sont bien payés ? Après 5 ans d'études supérieures

en moyenne et un concours difficile, ces gros richards touchent 1,2 fois le Smic en début de carrière.

Mais rassurez-vous, lorsque vous aurez évoqué cela au prochain dîner familial, après quelques « ah bon ! » et « ça alors ! » bien sentis, les convives reprendront en chœur un tendre « tout de même, y z'ont la belle vie », ou un conciliant « d'accord, mais pour ce qu'ils font, c'est suffisant ». Avant de commenter les déclarations «éclairées» des Robien, Sarkozy, Bayrou, Royal et compagnie, qui, la main sur le cœur, respectent tous profondément les profs, veulent un enseignement toujours meilleur, mais sont tous d'accord pour faire travailler plus les enseignants sans jamais augmenter leur salaire.

JMJ

[ÉCONOMIE]

Le Codice, un outil de propagande libérale de plus

Le Conseil pour la diffusion de la culture économique (Codice) a été lancé en septembre 2006 par le ministère de l'Économie et des Finances. Sa composition augurait déjà d'une conception de la culture économique très orientée idéologiquement. Les propositions du Codice, présentées au ministre, le 14 mars dernier, confirment les pronostics du *Piaf* (n° 8, octobre 2006). L'introduction du rapport est pourtant mesurée, donnant leur place à plusieurs dimensions de l'économie : « L'économie c'est nous tous », « L'économie n'est pas dissociable du social », « L'économie n'est pas dissociable de l'entre-

prise ». Mais au fil des pages, le Codice exprime une vision partielle, partielle et idéologique de l'économie : l'économie, c'est surtout l'entreprise, la priorité est donc de rapprocher l'école de l'entreprise, seule capable de donner une « connaissance de la réalité économique ». Pour le Codice, « l'économie est trop souvent enseignée sous ses aspects macroéconomiques, à travers les grands équilibres de la comptabilité nationale par essence très éloignées de la vie de tous les jours ». Comme si les effets d'une politique économique n'étaient pas palpables au quotidien !

Le Codice joint à son rapport 41

exemples de diffusion de la culture économique. Il tresse ainsi des lauriers aux créateurs du Monopoly Europe, jeu d'éducation à la privatisation. Il donne en exemple le lobbying du Syntec, syndicat patronal qui veut envoyer les profs de fac à l'usine et confier les programmes des universités aux entreprises. Enfin il félicite l'université Paris-Dauphine pour avoir décerné à Jean-Marc Sylvestre le prix du meilleur journaliste économique audiovisuel de l'année. Confier la diffusion de la culture économique à Sylvestre, propagandiste ultra-libéral, c'est comme faire enseigner la lecture par des analphabètes.

Folubert Sansonnet



Circulaire Sarkozy du 13 juin 2006 : une enquête citoyenne de la Cimade

Au mois d'octobre dernier, suite aux nombreux dysfonctionnements constatés lors de l'application de la circulaire de juin 2006 sur la régularisation des familles sans papiers avec enfants scolarisés, la Cimade¹ a décidé d'interpeller les pouvoirs publics en demandant la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire.

15 000 personnes ont répondu à cet appel en signant la pétition en ligne sur le site internet www.placexdroits.net. Cette pétition dénonçait les disparités dans les conditions d'accueil en préfecture, les différences selon les administrations des pièces et documents à produire, la variabilité importante dans l'interprétation des critères de régularisation fixés par la circulaire et les refus injustifiés d'enre-

gistement ou d'instruction de certaines demandes.

Portée par plusieurs partis politiques, cette demande a pourtant été rejetée par l'Assemblée nationale.

Face à ce refus et au vu des premiers témoignages recueillis, la Cimade a décidé de mener une enquête citoyenne sous la forme d'un rapport d'observation dont la parution est prévue pour le début du mois d'avril.

Ce rapport s'appuie, entre autres, sur les témoignages de nombreuses personnes qui ont soutenu les familles pendant cette régularisation. Ces contributions sont collectées par l'intermédiaire du site internet www.dret.lautre.net, site de publication participatif de type Wiki. Il ne s'agit pas là d'un simple bilan des événements de l'été 2006, ce rapport est un témoignage de la

maltraitance quotidienne dont sont victimes les étrangers dans le cadre de leurs démarches administratives. C'est également un appel aux médias et aux futurs élus afin que soit mis en place un droit stable, ainsi que de véritables garanties de procédure pour les personnes migrantes.

On peut aider la Cimade à publier et à diffuser ce rapport le plus largement possible en allant sur le site de l'association².

PB

1 - La Cimade (Comité intermouvements auprès des évacués) a été créée en septembre 1939 pour faciliter l'installation des populations alsacienne et lorraine qui avaient été évacuées vers le Sud de la France à cause de l'entrée en guerre contre l'Allemagne. Elle est aujourd'hui impliquée principalement dans l'aide juridique bénévole et gratuite aux sans-papiers, aux côtés d'autres organismes tels que le Gisti.

2 - www.cimade.org/dons/rapport.html

Droits de l'Homme : Amnesty International interpelle les candidats

Amnesty demande aux candidats, et donc au futur élu, de respecter les engagements internationaux de la France comme les principes fondamentaux de notre république en ce qui concerne les droits de l'homme ; elle interpelle les candidats sur cinq points :

- « *Obtenir justice et réparation pour les femmes victimes de violences* » : rappelons que 13 femmes par mois, en France, meurent des mauvais traitements infligés par leurs compagnons !

- « *Placer les droits humains au cœur des questions de sécurité* » : le nombre de plaintes pour abus et

mauvais traitements contre la police augmente en flèche depuis plusieurs années.

- « *Défendre le droit d'asile et les droits des réfugiés* », particulièrement malmenés par l'évolution des lois et des pratiques en matière d'immigration et d'expulsion.

- « *Garantir la protection des droits économiques, sociaux et culturels* », dont la régression actuelle est contraire à l'esprit de nos institutions nationales et à nos engagements internationaux.

- « *Mener une politique étrangère respectueuse des droits humains* », en cessant de se taire face aux exactions de certains

gouvernements « amis », mais aussi en usant de la place privilégiée de la France dans l'Union européenne et à l'ONU pour faire progresser le respect des droits humains.

JMJ

Pour lire le texte complet de l'appel « France : élections 2007 un manifeste pour les droits humains » vous pouvez consulter le site d'Amnesty : www.amnesty.fr



Tant qu'on a la Santé...

La santé, que l'on se souhaite si souvent, n'est pas seulement un bien individuel, c'est surtout un bien public, obtenu en Europe après un siècle de lutte. La santé, ce n'est pas simplement rembourser les consultations, les soins ou les médicaments, c'est aussi payer les jours de maladie aux entreprises, organiser la prévention, combattre les disparités de santé entre couches sociales, favoriser la recherche médicale et même prévenir les catastrophes caniculaires. Aujourd'hui, l'édifice de la santé publique est accusé de la pire des maladies : la non-rentabilité.

Et pourtant les programmes des candidats à la présidence parlent peu de santé. À gauche ou chez Bayrou, on accumule les promesses de dépenses pour assurer une santé pour tous et sur tout le territoire en redéveloppant la médecine du travail ou scolaire mise à mal ces dernières années. Les recettes proviendront pour l'extrême-gauche d'une augmentation des cotisations des entreprises et pour Royal-Bayrou d'un retour de la sainte-croissance. A l'UMP, on se gausse d'être les seuls à s'inquiéter de la dérive des dépenses tout en augmentant les revenus des généralistes à quelques mois des élections. La solution Sarko : la privatisation – évidemment – de l'assurance maladie.

De la solidarité à la rentabilité

« Assurance maladie », voilà un nom qui a bien dérivé de son sens premier. Quand les mineurs du XIX^e siècle parlaient d'assurance maladie, c'était pour décrire comment mettre en place la santé pour tous financée par la solidarité : chacun finance selon ses revenus et tout le monde a droit à la santé, droit écrit dans le préambule de la Constitution. Aujourd'hui, le mot assurance fait d'abord penser à ces énormes groupes multinationaux qui tentent de mettre le grappin sur les parties rentables de la sécurité sociale. Jean-Pierre Raffarin parlait ainsi de donner les « petits risques » (rentables) aux assurances privées et les « gros risques » (jamais rentables) à la sécurité sociale.

Mais avons-nous tous droit à la même santé ? Tout le monde peut prendre un rendez-vous chez un spécialiste connu : cela s'obtient très rapidement si l'on paye le prix fort le matin dans sa clinique privée ; il faut plusieurs mois si l'on essaye de le rencontrer un après-midi à l'hôpital. De plus en plus de salariés hésitent à se lancer dans une opération légère de peur de perdre leur emploi. La solidarité n'est donc

pas qu'une affaire d'argent, elle est peut-être davantage une question d'égalité face aux soins. Une égalité difficile à décider face à la complexité du monde de la santé : hôpitaux, médicaments, médecins de ville, etc. Par exemple, faut-il dépenser des milliards pour un scanner qui sauve des vies ou assurer le remboursement des médicaments anti-cholestérol pour tous ? C'est une décision lourde de sens qu'il faut parfois savoir prendre : le gouvernement vient de demander aux médecins de prescrire moins de médicaments anti-cholestérol. Va-t-il pour autant acheter des scanners ?

De l'argent, il y en a

Les décisions de la Sécurité sociale sont, depuis les années 80, fortement pilotées par le gouvernement. Les mesures d'opérette prises pour réduire le trou de la sécu tendent plus à la privatisation de l'assurance maladie qu'autre chose. Des réformes structurelles sont possibles et nécessaires à l'heure où les médecins refusent de soigner les petites urgences, où les ruraux doivent utiliser des ambulances pour rallier les hôpitaux, où les pharmacies sont des supermarchés et où les laboratoires pharmaceutiques sont richissimes. C'est en ce sens que José Bové propose de taxer les dépenses de publicité et de prélever 5 % sur les ventes de médicaments.

On nous dit que cette santé publique ne serait plus valable dans le monde riche qui est le notre. Les dépenses de santé que l'on dit devenues énormes sont pourtant bien négligeables face aux bénéfices des grandes entreprises. Cette santé publique arrachée au patronat par les mineurs du Nord, rêvée par le Conseil national de la résistance et construite dans les difficultés de l'après-guerre, la léguerons-nous aux générations suivantes ?

G.K.W. VanDenParaboum

À lire :

La santé n'est pas une marchandise de Patrick Alloux, éditions de l'Atelier, 2003.

Sur le web :

► <http://onala.free.fr>

► <http://elections.lesechos.fr/elections-presidentielles-2007/theme/sante/index.htm>



La pile

Un milliard de piles, pour un poids total de 30 000 tonnes, ont été vendues en France en 2005. Que l'on s'en serve ou non, elles usent surtout l'environnement.

Constat : produire une pile alcaline implique une énergie 50 fois supérieure à celle générée par cette même pile. Lors de sa fabrication, trois ressources sont nécessaires : du zinc, du bioxyde de manganèse et du fer, importés des cinq continents. En France, deux sociétés se partagent le marché. Les nord-américaines Duracell, anciennement propriété de Gillette (récemment avalée par Procter & Gamble), et Energizer. Une pile alcaline sur cinq vendue en France l'est sous la marque Duracell. Produits dans son usine de Belgique qui alimente toute l'Europe, les petits accumulateurs parcourent les kilomètres qui les séparent des rayons des supermarchés français par la route.

Depuis le 1er janvier 2001, la loi oblige le citoyen à rapporter les piles usagées dans les lieux autorisés où elles seront collectées puis transférées sur des

sites de recyclage. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) estime que cette opération de recyclage requiert « jusqu'à 10 fois l'énergie nécessaire » à la fabrication d'une pile neuve. Toujours selon cette source, « 73 % des piles, accumulateurs et batteries finissent enfouis ou incinérés avec les ordures ménagères ». Comment agir ? En préférant les accumulateurs rechargeables aux piles jetables. Les accumulateurs ont une durée de vie bien supérieure et sont environ 200 fois moins polluants que ces dernières.

Quentin Hardy

Article paru dans le magazine indépendant Terra Economica.
Pour remettre l'Homme au coeur de l'économie, rendez-vous sur www.terra-economica.info

[À TRAVERS LES MÉDIAS]

Médias et mobilisations sociales

Un ouvrage¹, de l'association Acrimed² (Action-Critique-Médias), analyse les rapports qu'entretiennent depuis 10 ans les médias avec le mouvement social.

En 1995, la quasi totalité des grands médias a soutenu « la réforme » de la Sécurité sociale. En 2001, ils ont salué « la réforme » du statut de la SNCF. En 2002, ils ont apprécié « la réforme » du statut des intermittents. En 2003, ils se sont félicités de la « réforme » des retraites (et du statut des agents de service dans l'Éducation nationale). En 2005, ils ont beaucoup aimé le « Contrat nouvelle embauche ». Et si, en 2006, ils ont moins apprécié le « Contrat première embauche », c'est surtout parce qu'il avait été mal négocié.

Ainsi, depuis plus de dix ans, les mobilisations sociales qui contestent les réformes imposées par les gouvernements n'ont pas l'heur de

plaire à la quasi-totalité des présentateurs, éditorialistes et chroniqueurs qui trônent au sommet du journalisme. Le livre analyse les discours et les pratiques de cette presse qui ajoute le mépris social à la morgue libérale.

A lire et à entendre les maîtres-tanceurs qui orchestrent l'information, les acteurs de ces mobilisations, quand ils ne souffrent pas de troubles mentaux, n'obéiraient qu'à des mobiles irrationnels. Les grèves et les manifestations seraient le fait de fauteurs de troubles à l'ordre public et de preneurs d'otage.

Les auteurs démontent, sur la base d'une large documentation, les principaux éléments du discours dominant.

Mais ils s'efforcent de montrer aussi comment les tentatives de rendre compte des mobilisations sont prisonnières de formats et de pratiques (portraits, micro-trottoirs, etc.) qui réduisent les grévistes et manifestants au rôle de simples témoins individuels des mobilisations alors qu'ils en sont les acteurs collectifs.

Le livre tente également d'expliquer comment ces discours et ces pratiques s'imposent et donne quelques pistes pour essayer de les transformer. Par exemple avec des médias alternatifs ?

PB avec Acrimed

1- *Médias et mobilisations sociales*, par Henri Maler et Mathias Reymond pour Acrimed, éditions Syllepse, 2007.
2- www.acrimed.org



LE PI AF - N°13 - AVRIL 2007

le bilan de Sarkozy



BUREAU DE VOTE



vosre intime conviction



[AGENDA]

AVONS NOUS ENCORE BESOIN DES BOURSES ? QUAND LA BOURSE FONCTIONNE À L'ENVERS

Mercredi 4 avril - 20h - salle Oslo - 30, rue Cabanis - Paris 14^e.
www.local.attac.org/paris13

DE LA CRITIQUE DES MÉDIAS À LA CRÉATION D'UNE PRESSE ALTERNATIVE

Conférence-débat organisée par l'association Asymetrik - le Canard du Coin

Vendredi 6 avril - 20h30 - Salle Paul Bert - quai Paul Bert - Tours (37).
www.canardducoin.com

FORUM SOCIAL LOCAL DU PAYS DE MEAUX

De nombreux débats et conférences sur la fiscalité, la santé, la libéralisation des services, la consommation, l'eau....

Samedi 7 et dimanche 8 avril - Château de Quincy-voisins (77).
http://perso.orange.fr/aldorandecommunication/prog_fsl.pdf

MANIFESTATION CONTRE LE MEETING DU FN

Dimanche 15 avril - 13h30 - Paris- Montparnasse - Paris 15^e.

CONCERT AU PROFIT DU COMITÉ DE SOUTIEN À DENIS ROBERT

Mardi 17 avril - la Cigale - 20, Bd de Rochechouart - Paris 9^e.
<http://lesoutien.blogspot.com>

JOURNÉE « DÉCOLONISONS ! »
Conférence, exposition, concert
Samedi 21 avril - Marseille (13).
<http://www.survie-france.org>

« FAISONS VITE, ÇA CHAUFFE ! »
Débat sur le réchauffement climatique
Mardi 24 avril - 20h00 - La Passerelle - 3, rue St-Hubert - Paris 11^e.
<http://www.alapasserelle.org/programmation.html>

MÉDIAS ET MOBILISATIONS SOCIALES
Mardi 1^{er} mai - 14 h - Salle polyvalente de la médiathèque - Arras (62).
www.acrimed.org

POUR LES PARISIENS :
* l'agenda mensuel des résistances et des alternatives est sur <http://letohubohu.free.fr/>
* un nouvel agenda militant sur <http://demosphere.eu>



[BULLETIN D'ABONNEMENT]

LE PI AF



Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.

Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org
Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.
Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.

Les chèques sont à adresser à l'ordre de : **Le Piaf**
Le Piaf - 3 rue d'Orchamp - 75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO
- 30 EX = 4,60 € 100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PI AF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

EMAIL